

De quoi dépend l'emploi ?

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 901, 11 mai 2006

Pour tenter d'imposer le CPE, le gouvernement Villepin, les économistes libéraux et le Medef invoquaient la nécessité de flexibiliser davantage le travail, car il ne suffit pas, selon eux, de réduire le coût du travail, il faut aussi réduire celui du licenciement et, au-delà, le droit du travail. Face à eux, tous les porte-parole du mouvement social ont eu raison d'expliquer qu'un nouveau type de contrat de travail ne déterminerait pas le niveau de l'emploi mais que le CPE – comme le CNE – ne ferait que convertir des emplois stables en emplois précaires. Et beaucoup ajoutaient : seule la croissance économique influe sur le niveau de l'emploi. Cette dernière affirmation est-elle sûre ?

L'emploi (précisément, le nombre de travailleurs ayant un emploi salarié ou non) est une variable qui est liée à trois autres : la production, la productivité horaire du travail et la durée individuelle du travail. Ce qui signifie que l'emploi ne progresse que si la croissance de la production est supérieure à l'augmentation de la productivité horaire pour une durée de travail donnée. Et il progresse encore davantage si la durée du travail diminue. Selon les périodes, la combinaison de ces variables diffère. Mais, sur le long terme, les gains de productivité ont été utilisés en partie pour accroître la production (et donc le niveau de vie moyen) et en partie pour réduire le temps de travail. En France, du début du XIX^e siècle jusqu'à la fin du XX^e, la productivité horaire a été multipliée par environ 30, la production par 26 et le temps de travail a été divisé par 2. Résultat : l'emploi a été multiplié par 1,75.¹

Qu'est-ce qui influence le choix d'affecter les gains de productivité plutôt à la croissance économique (nécessitant plus d'emplois) ou à la RTT (nécessitant elle aussi plus d'emplois) ? Car il n'y a aucune loi économique qui s'imposerait naturellement. Il s'agit d'un choix de société, donc de type politique, qui en fin de compte dépend du rapport de forces entre les classes sociales.

Si cette hypothèse est correcte, derrière les quatre variables reliées ci-dessus, intervient un autre facteur : celui de la répartition des revenus. Puisque la valeur ajoutée est globalement répartie en salaires et profits et que ces derniers sont affectés soit à l'investissement, soit aux dividendes, alors, plus la part des salaires baisse, moins il y a de possibilités de créations d'emplois. Corrélativement, plus la part des profits augmente, plus il faudrait que ceux-ci soient affectés à l'investissement pour que la demande globale ne fléchisse pas. Or la caractéristique majeure du capitalisme dans sa phase néo-libérale, tout au moins en Europe, est de diminuer la part des salaires et gonfler celle des profits pour les actionnaires et non pour l'investissement : chômage et dividendes vont alors de pair. Le coup de force du capital, c'est de faire oublier son coût.

Les conséquences à en tirer pour réduire le chômage sont multiples. Si on favorise la création d'emplois par une RTT sans baisse de salaires, cela va dans le sens d'une amélioration de la part salariale. La réduction des inégalités grâce à la RTT, à la revalorisation des bas salaires et au plafonnement des hauts revenus, crée d'elle-même une dynamique sans qu'il y ait besoin d'une activation supplémentaire de la croissance économique. Par le biais de l'impôt, la réduction des inégalités permet aussi de donner un autre contenu à l'activité économique si les ressources publiques accrues sont utilisées pour satisfaire des besoins sociaux.

¹ . J'ai effectué ces calculs d'après O. Marchand, C. Thélot, avec la collaboration d'A. Bayet, *Le travail en France (1800-2000)*, Paris, Nathan, 1997.

L'emploi dépend donc de la combinaison de ces divers éléments mais il y a des combinaisons préférables à d'autres. Compte tenu de la crise écologique et des contraintes de ressources naturelles, il vaut mieux d'ores et déjà, malgré la nouvelle rhétorique de la Banque mondiale sur la « qualité de la croissance », réorienter l'appareil productif plutôt que de le faire grossir toujours davantage. Le recours à une croissance aveugle pour supprimer le chômage sera d'autant moins nécessaire que la réorientation de la production interviendra rapidement et profondément, que la réduction des inégalités sera résolument engagée et que la RTT accompagnera continûment la productivité.

Est-il possible de s'engager dans cette voie ? Pour commencer, sur les cinq prochaines années, il faut affecter l'équivalent des gains de productivité aux salaires correspondant aux emplois existants et déplacer d'autant le curseur entre salaires et profits pour créer les nouveaux emplois utiles compensant un passage à 32 heures hebdomadaires.² Car finalités du travail et de la production sont étroitement liées.

² . Voir le chiffrage réalisé par M. Husson dans la note de la Fondation Copernic « Emploi et niveau de vie », <http://www.fondation-copernic.org/COPP10-2.pdf>.

Sous l'emploi, l'écologie

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 910, 13 juillet 2006

L'emploi est au centre des préoccupations sociales et est l'une des questions souvent discutées ici dans cette chronique. Et le débat se cristallise sur les vertus et limites supposées de la croissance économique et de la réduction du temps de travail pour relancer l'emploi et supprimer le chômage. Quels sont les accords et désaccords ?

La relation entre les évolutions de l'emploi, de la croissance, de la productivité horaire du travail, de la durée de celui-ci est indiscutable. L'emploi progresse en proportion directe de la production et en proportion inverse de la productivité et du temps de travail (J.M. Harribey, *Politis*, 901). Cette relation est vraie en toute circonstance, globalement ou dans un secteur quelconque, dans les activités marchandes et non marchandes.

Une première difficulté surgit si l'on veut dissocier les évolutions de chacune de ces variables. Ainsi, l'augmentation de la production et celle de la productivité sont liées, bien que, sur le long terme, elles ne soient pas égales. De même, la RTT induit des gains de productivité des heures qui restent travaillées parce que celles-ci sont plus efficaces quand on est moins fatigué ou parce que les employeurs se débrouillent pour les intensifier. Dès lors, le calcul pour mesurer les impacts respectifs de la croissance et de la RTT sur l'emploi, en faisant comme si l'une des variables restait constante pendant que les autres bougent, est fictif et n'a pour vertu que d'aider à comprendre le mécanisme. Sur les deux derniers siècles, en France, si la durée du travail n'avait pas été divisée par 2 avec l'augmentation de la population qu'on a connue, pendant que la production était multipliée par 26 et la productivité horaire par 30, l'emploi aurait baissé de 13% et on aurait 14 millions de chômeurs. Mais le raisonnement est réversible : si la production était restée constante, l'emploi aurait régressé de 93% avec la productivité et la durée du travail telles qu'elles ont évolué. Ces calculs fictifs n'ont donc de pertinence que pour situer le problème : donner la priorité à l'une ou l'autre des variables est un choix de société, tout en sachant que nous ne sommes pas libres de choisir n'importe quelle combinaison puisque ces variables sont liées entre elles.

Dans une chronique précédente (*Politis*, 907), Christophe Ramaux expliquait que, sans aucune croissance, la RTT nécessaire pour éliminer le chômage en 5 ans serait de 10 heures par semaine pour pouvoir créer environ 20% d'emplois supplémentaires. Et il estimait cette hypothèse irréaliste et, de surcroît, incompatible avec les objectifs d'augmenter le pouvoir d'achat des plus faibles et d'abolir la réforme libérale des retraites. Le débat commence ici, en tenant compte des enseignements du passé décrits ci-dessus. S'il n'y a pas de RTT, la croissance nécessaire à la suppression du chômage en 5 ans, en supposant que la productivité horaire ne progresse que de 2% par an, est de l'ordre de 5,8% par an, et beaucoup plus si la productivité augmente davantage. C'est encore plus irréaliste que de vouloir réduire la durée effective du travail autour de 30 heures par semaine. Et cela contredirait toute l'histoire économique des deux derniers siècles, à savoir que la productivité a progressé un peu plus vite que la production, sauf depuis la seconde guerre mondiale où les deux ont augmenté parallèlement.

Mais, même si on observait un décalage en faveur de la production qui laisse une marge de création d'emplois importante, la croissance économique à des taux dépassant les 5% par an est devenue inenvisageable parce que, dorénavant, sous l'emploi, il y a l'écologie.

Il nous faut donc inventer une nouvelle « policy mix »³ qui, à court terme, combine une RTT suffisante, afin de créer des emplois pour les chômeurs⁴, une répartition des revenus plus

³. A la place de « nouvelle policy mix », *Politis* a écrit « politique économique ».

égale et une croissance des biens et services répondant à des besoins sociaux à hauteur des gains de productivité pour ne pas annihiler les possibilités de créations d'emplois. Une RTT importante est aussi une garantie qu'on n'ai pas une croissance échevelée. A long terme, la réorientation de la production, des choix énergétiques, des modes de transport et des normes de consommation sera inévitable. Pour la préparer, les investissements nécessaires à la réparation des dégâts du productivisme, au remodelage des infrastructures, à la recherche et à l'éducation seront colossaux et ne s'accommoderont pas d'une diminution générale de la production comme le prônent les partisans de la décroissance.⁵ Ils impliqueront une transformation radicale du contenu de la production qui devra prendre le pas sur l'objectif de plus en plus absurde de croître infiniment sans savoir ce qu'il est bon de faire croître. C'est dans ce but que la réappropriation sociale des moyens de production retrouve un sens, au même titre que l'extension d'une sphère non marchande pour juguler l'emprise du profit.⁶

⁴ . *Politis* a supprimé « pour les chômeurs ».

⁵ . *Politis* a supprimé dans cette phrase : « nécessaires à la réparation des dégâts du productivisme, au remodelage des infrastructures, à la recherche et à l'éducation ».

⁶ . *Politis* a supprimé cette dernière phrase.

Les deux chroniques précédentes ont suscité des controverses. D'abord avec Christophe Ramaux dont la chronique dans *Politis* n° 907 du 22 juin 2006 intitulée « Ne pas trop attendre de la RTT » prenait le contre-pied de la première des deux miennes. Le fond de la discussion est le suivant. Premièrement, une croissance économique ne crée des emplois que si elle est supérieure à la progression de la productivité horaire du travail pour une durée du travail inchangée. Dans le cas contraire, la RTT crée seule une marge de manoeuvre pour la création d'emplois. Deuxièmement, la RTT permet de penser une autre utilisation et une autre répartition des gains de productivité.

Ensuite, ma seconde chronique a conduit Vincent Cheynet, principal animateur du journal *La Décroissance*, à adresser à *Politis* un long courrier publié dans le courrier des lecteurs du n° 912-913-914 du 27 juillet 2006 intitulé « Croissance, décroissance et chômage ». Il commence ainsi : « Dans sa tribune « A contre-courant » intitulée « Sous l'emploi, l'écologie », Jean-Marie Harribey fait preuve d'un véritable esprit critique. Malheureusement, il en rajoute finalement au consensus « sans croissance, c'est le chômage ». Suit un florilège, d'une part, de contrevérités à la fois par rapport aux faits et par rapport à ce que j'ai écrit, et, d'autre part de points totalement hors du débat en question. Un exemple : « Depuis cinquante ans [*donc, si l'on comprend bien depuis 1956, JMH*], le taux de chômage ne cesse d'augmenter au rythme... de la croissance. » C'est archi-faux. En prendre acte, ce n'est pas donner quitus à la croissance pour tout.

Ceux qui n'osent pas rompre avec le productivisme et ceux qui refusent tout développement sous l'appellation de la décroissance ne supportent, ni les uns ni les autres, une pensée un peu plus complexe que les simples slogans.